

Afrique de l'Ouest et du Centre



Institution spécialisée des Nations Unies vouée à l'éradication de la pauvreté rurale dans les pays en voie de développement, le FIDA apporte son soutien à des programmes et projets comprenant d'importantes composantes consacrées à la gestion des ressources naturelles. Les efforts de lutte contre la déforestation, la dégradation des sols et la désertification, en particulier, sont des éléments centraux dans les opérations du FIDA. Dans tous les exposés des options et stratégies d'intervention par pays, qui orientent dans chaque pays les activités de prêt et de don du FIDA, l'attention se porte sur une approche intégrée de l'amélioration des moyens d'existence passant par un meilleur accès aux ressources naturelles et leur gestion durable.

Le FIDA est conscient du coût énorme que représente, en termes de pauvreté et de prolongation des épisodes de famine, la dégradation incontrôlée des terres. Il est, dans le même temps, convaincu que grâce à une gestion prudente, les terres marginales peuvent continuer à nourrir les populations qui en dépendent. Pour le FIDA, la réduction de la pauvreté rurale est synonyme de gestion des ressources naturelles. Environ 70% des projets soutenus par le Fonds ont pour cadre des environnements marginaux et fragiles sur le plan écologique, et pour cible les fractions les plus pauvres et les plus démunies de la population rurale.

Le Conseil du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) a reconnu, en 2001, la compétence du FIDA en matière de dégradation des terres et l'a désigné comme organisme d'exécution. Le partenariat FIDA-FEM a permis le développement de synergies entre les deux institutions. Faisant fond sur l'expérience du FIDA, le FEM verra probablement s'élargir l'éventail de ses possibilités d'intervention dans les écosystèmes dégradés et dans les situations d'après-conflit. Le partenariat FIDA-FEM a en outre suscité un fort effet multiplicateur: pour chaque dollar provenant du FEM, le FIDA mobilise en moyenne 5,26 dollars EU. Parallèlement, l'impact des projets du FIDA a été amplifié, dans un certain nombre de cas choisis, par l'inscription du développement local dans la perspective des préoccupations liées à l'environnement mondial.

Bien que l'avantage comparatif du FIDA concerne, du point de vue du FEM, la question de la dégradation des terres, le FIDA a également acquis de l'expérience dans d'autres contextes agro-écologiques relevant de divers domaines d'intérêt prioritaire pour le FEM, tels que la biodiversité et le changement climatique. Par ailleurs, la souplesse de son approche des programmes et son cadre de prêts à long terme sont propices à une étroite collaboration avec le FEM pour aborder les préoccupations relatives à l'environnement mondial tout en apportant une réponse aux besoins du développement local.

Stratégie régionale

La stratégie régionale mise en œuvre par le FIDA en Afrique de l'Ouest et du Centre est compatible à la fois avec l'engagement d'ensemble du Fonds en faveur de la réalisation des objectifs du millénaire

pour le développement et avec sa stratégie consistant à aider les populations rurales pauvres à se libérer de la pauvreté. Les principaux éléments du contexte régional dans lequel cette stratégie doit s'insérer sont notamment les suivants: faiblesse du capital humain, inadaptation des politiques et des institutions ou leur insuffisante orientation en faveur des pauvres, faible productivité de l'agriculture conjuguée à la dégradation des ressources naturelles, insuffisance et manque d'entretien des infrastructures rurales et nécessité d'opérer avec une plus grande efficacité sur les marchés mondiaux. La stratégie du FIDA dans la région met l'accent sur trois approches transversales: investissement ciblé sur les femmes, renforcement de la participation et exploitation des savoirs locaux. Le FIDA continuera par ailleurs d'œuvrer à la mise au point et à la diffusion de techniques améliorées, dans les domaines de l'agriculture et des ressources naturelles, en se concentrant sur les zones dans lesquelles la croissance démographique rend plus impérieuse l'intensification, et sur la promotion des activités de gestion à assise communautaire des ressources naturelles.

Exemples d'initiatives du FIDA en matière de gestion des ressources naturelles

L'intervention du FIDA dans la région du Sahel a encouragé activement la mise en œuvre de diverses technologies: façons culturales de substitution, techniques peu coûteuses de conservation des eaux et de lutte contre l'érosion, combinaisons élevage/cultures appropriées, semences améliorées et à maturation précoce exigeant une moindre quantité d'eau, et agroforesterie. Au Sénégal, dans les régions de Diourbel, Fatick et Kaolack, le FIDA soutient depuis longtemps l'introduction de techniques d'agroforesterie, notamment la création de bosquets villageois et la plantation et la protection de balanzans (*Acacia albida*), dans les parcelles des paysans. Au Burkina Faso, au Tchad, au Mali et au Niger, le FIDA a encouragé l'adoption de systèmes de prises d'eau par le biais de *zai* ou de *tassa* et de *demi-lunes*. En Mauritanie, la protection des oasis et le développement respectueux de l'environnement sont au programme des opérations du FIDA. Son projet de développement communautaire au Niger, qui soutient les actions novatrices des participants, et son programme de gestion communautaire des ressources naturelles, exécuté au Nigéria – Delta du Niger, visent à réhabiliter la base de ressources naturelles et à en assurer une utilisation écologiquement rationnelle, tout en cherchant à améliorer de manière durable les moyens d'existence des populations les plus pauvres. Une approche participative de la gestion des ressources naturelles, à forte assise communautaire, a constitué le thème du Projet de gestion intégrée des bassins versants en Gambie et du Programme de développement rural durable au Burkina Faso.



Au niveau régional, le FIDA a exécuté pour le compte du FEM un projet de taille moyenne concernant le soutien au développement des capacités pour l'élaboration de rapports nationaux et de profils de pays par les États africains Parties à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification. La contribution du FIDA a consisté en la préparation d'études de cas sur l'adoption et la généralisation des meilleures pratiques en matière de gestion durable des terres (parcours et agroforesterie) pour la réduction de la pauvreté. Ces études reposaient sur l'expérience opérationnelle acquise par le FIDA dans le cadre de trois de ses projets africains: *Projet de développement de l'élevage et des parcours dans l'Oriental (Maroc), Programme spécial –conservation des sols et de l'eau et agroforesterie dans le Plateau central (Burkina Faso) et Projet de gestion des espaces ruraux dans les Hautes Terres de Buberuka (Rwanda)*.

Par le biais des dons qu'il accorde à des organisations régionales et à des ONG, le FIDA soutient la recherche, la formation, les études et le développement communautaire dans le domaine agricole. Ainsi, en encourageant la discussion des politiques rurales et agricoles proposées par le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique, le FIDA soutient le Réseau des organisations paysannes et producteurs agricoles de l'Afrique de l'Ouest. On peut aussi citer l'exemple du don accordé par le FIDA à l'Institut International d'Agriculture Tropicale pour encourager l'utilisation de variétés polyvalentes de niébé dans le cadre d'un système intégré cultures/élevage dans le Sahel: fixation de l'azote dans le sol, fourrage de haute qualité, et sécurité alimentaire pour les populations.

Initiatives FIDA-FEM

Le portefeuille des activités FIDA-FEM dans la région s'amplifie. Le premier projet FIDA-FEM approuvé concernait le Mali. D'un coût total de 19,9 millions de dollars EU, le projet **Protection de la biodiversité et gestion participative et durable des ressources naturelles dans le delta intérieur du Niger et de ses zones d'attente, Région de Mopti**, a été financé par le FEM (6,3 millions de dollars EU) et le FIDA (12,0 millions de dollars EU), avec un cofinancement de 1,6 million de dollars EU assuré par le Gouvernement et les participants au projet.

Cette composante FEM a été conçue en vue d'une exécution dans le cadre du mécanisme flexible de financement lancé par le FIDA, en 1999, dans les régions sahéliennes du Mali. *Le Programme de fonds de développement en zone sahélienne (SADeF)* visait à améliorer les revenus et les conditions de vie par le biais de la sécurité alimentaire et à développer l'accès aux soins de santé et à l'éducation. Les enseignements tirés de la première phase du programme ont été mis à profit dans l'expansion à de nouvelles régions (Mopti, Kayes) dans le cadre des Phases II (2003-2006) et III (2007-2010).

S'étendant sur six ans, l'initiative FEM a été totalement intégrée au projet du FIDA, apportant un complément et un renforcement à la deuxième et la troisième phases. Elle a pour objectifs principaux: i) de permettre au SDeF d'adopter une approche intégrée de l'écosystème en vue du rétablissement

et du développement du potentiel agro-sylvo-pastoral et halieutique, tout en abordant de manière holistique les causes sous-jacentes de la dégradation de l'environnement; ii) d'encourager la conservation à assise communautaire et l'utilisation durable de la biodiversité dans les écosystèmes d'importance nationale et mondiale dans le delta intérieur du Niger (Mopti) où la diversité biologique est la plus riche et la plus menacée (« points chauds ») – par exemple autour des trois sites Ramsar; et iii) de mettre en route un processus de développement local participatif prenant appui sur les savoirs indigènes. Ces objectifs seront soutenus par la mise en place d'un environnement propice, du point de vue des institutions et des politiques, et par un renforcement des capacités.

Les compétences du FIDA en matière de gestion des ressources naturelles dans la région déboucheront sur l'élaboration de nouveaux projets FEM de grande qualité, orientés vers les résultats, et œuvrant dans le sens d'une gestion durable des ressources naturelles offrant des avantages aux niveaux tant local que mondial.

Partenariats du FIDA dans le cadre de TerrAfrica

Le FIDA participe aussi activement au programme TerrAfrica, un partenariat dont l'initiative a été prise par la Banque mondiale et ses partenaires et qui doit jouer un rôle catalyseur dans la promotion d'un nouveau paradigme en vue de la définition et de la mise en œuvre d'une gestion durable des terres en Afrique subsaharienne. TerrAfrica permet à toutes les parties d'agir de manière collective et en coordination afin de prévenir les conséquences agricoles, écologiques et socio-économiques de la dégradation des terres dans les pays d'Afrique vulnérables. Elle adopte une approche intersectorielle associant les investissements, la recherche et une stratégie pour la diffusion de ses résultats, et des partenariats pour la promotion d'une gestion durable des terres. Cette plate-forme offre une nouvelle possibilité efficace d'intégration de méthodes durables de gestion des terres dans les interventions en Afrique subsaharienne.

Personne à contacter

Khalida Bouzar
Coordonnateur FEM
Tel: +39 06 54592151
Fax: +39 06 54593459
E-mail: k.bouzar@ifad.org
Bureau d'ordre FIDA-FEM:
gefregistry@ifad.org

FIDA

Via del Serafico, 107
00142 Rome, Italie
Tél.: +39 0654591
Télécopie: +39 065043463
Courriel: ifad@ifad.org
www.ifad.org

Proche-Orient et Afrique du Nord



Institution spécialisée des Nations Unies vouée à l'éradication de la pauvreté rurale dans les pays en voie de développement, le FIDA apporte son soutien à des programmes et projets comprenant d'importantes composantes consacrées à la gestion des ressources naturelles. Les efforts de lutte contre la déforestation, la dégradation des sols et la désertification, en particulier, sont des éléments centraux dans les opérations du FIDA. Dans tous les exposés des options et stratégies d'intervention par pays, qui orientent dans chaque pays les activités de prêt et de don du FIDA, l'attention se porte sur une approche intégrée de l'amélioration des moyens d'existence passant par un meilleur accès aux ressources naturelles et leur gestion durable.

Le FIDA est conscient du coût énorme que représente, en termes de pauvreté et de prolongation des épisodes de famine, la dégradation incontrôlée des terres. Il est, dans le même temps, convaincu que grâce à une gestion prudente, les terres marginales peuvent continuer à nourrir les populations qui en dépendent. Pour le FIDA, la réduction de la pauvreté rurale est synonyme de gestion des ressources naturelles. Environ 70% des projets soutenus par le Fonds ont pour cadre des environnements marginaux et fragiles sur le plan écologique, et pour cible les fractions les plus pauvres et les plus démunies de la population rurale.

Le Conseil du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) a reconnu, en 2001, la compétence du FIDA en matière de dégradation des terres et l'a désigné comme organisme d'exécution. Le partenariat FIDA-FEM a permis le développement de synergies entre les deux institutions. Faisant fond sur l'expérience du FIDA, le FEM verra probablement s'élargir l'éventail de ses possibilités d'intervention dans les écosystèmes dégradés et dans les situations d'après-conflit. Le partenariat FIDA-FEM a en outre suscité un fort effet multiplicateur: pour chaque dollar provenant du FEM, le FIDA mobilise en moyenne 5,26 dollars EU. Parallèlement, l'impact des projets du FIDA a été amplifié, dans un certain nombre de cas choisis, par l'inscription du développement local dans la perspective des préoccupations liées à l'environnement mondial.

Bien que l'avantage comparatif du FIDA concerne, du point de vue du FEM, la question de la dégradation des terres, le FIDA a également acquis de l'expérience dans d'autres contextes agro-écologiques relevant de divers domaines d'intérêt prioritaire pour le FEM, tels que la biodiversité et le changement climatique. Par ailleurs, la souplesse de son approche des programmes et son cadre de prêts à long terme sont propices à une étroite collaboration avec le FEM pour aborder les préoccupations relatives à l'environnement mondial tout en apportant une réponse aux besoins du développement local.

Stratégie régionale

Dans les pays de la sous-région Proche-Orient et Afrique du Nord (POAN), la transformation progressive des économies, désormais moins

fortement contrôlées par l'état et tenant davantage compte des mécanismes du marché, offre à la fois un grand nombre de possibilités et de risques pour les populations rurales pauvres. On peut citer, parmi les possibilités: une meilleure représentation de leurs besoins dans l'élaboration des politiques; une plus grande liberté de choix quant aux produits et aux modes de production; un meilleur accès aux marchés et aux services; et, de manière générale, un potentiel accru d'entrepreneuriat et d'activités génératrices de revenus. Le risque est celui de voir les ruraux pauvres oubliés dans les décisions prises et dans l'accès aux services. Le rôle du FIDA, dans la région, consiste à améliorer l'accès à ces nouvelles possibilités et à minimiser les risques pouvant accompagner le processus de transformation. Compte tenu du niveau de pauvreté et des caractéristiques écologiques de la région (pénuries d'eau et désertification à grande échelle), les objectifs stratégiques du FIDA sont axés sur les thèmes suivants: autonomisation des ruraux pauvres, diversification des revenus, problématique genre, et gestion des ressources naturelles.

Les projets du FIDA ont, de manière indirecte, créé un macroenvironnement propice à la conservation à long terme des ressources, tout en mobilisant la participation des communautés aux plans de gestion des parcours et de conservation des sols et de l'eau. Pour les prêts comme pour les dons, l'étroite collaboration entre la Division POAN et le Mécanisme mondial a aidé à intégrer la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans la stratégie régionale du FIDA.

Exemples d'initiatives du FIDA en matière de gestion des ressources naturelles

Lancé par le FIDA dans la province d'Al-Haouz, au Maroc, un projet d'une durée de six ans et d'un montant de 30,2 millions de dollars EU vise à mettre au point des systèmes de gestion durable des ressources naturelles en vue d'améliorer et de diversifier les sources de revenus de 50 000 ruraux pauvres défavorisés répartis dans quelque 210 villages des zones montagneuses. L'une des innovations de ce projet consiste en l'inclusion des communautés cibles parmi les partenaires du dialogue avec les autorités locales. La régénération des parcours et les avantages significatifs qui en résultent sur les plans environnemental, social, culturel et économique ont été au cœur de projets exécutés en Jordanie (9,0 millions de dollars EU) et en République arabe syrienne (104,9 millions de dollars EU).

En Jordanie, des zones pilotes ont été mises en place à titre de démonstration de techniques de développement durable des parcours à long terme. En Syrie, les participants au projet ont été associés aux activités de ré-semis et de plantation d'arbustes sur plus de trois millions d'hectares répartis sur huit provinces; il s'agit là d'une méthode reproductible et participative de gestion durable des ressources naturelles.



D'un montant de 49,0 millions de dollars EU, le *Programme de gestion des ressources dans l'ouest du Soudan* a permis non seulement de faire le point sur un certain nombre d'ensembles de techniques de régénération des pâturages et de renforcement de l'organisation communautaire, mais aussi de favoriser l'établissement, pour les ressources en terres, d'une structure de gouvernance efficace, équitable et viable sur le plan écologique. Le FIDA a également saisi l'occasion de contribuer à l'exécution de plans d'action nationaux (PAN), comme en Tunisie par exemple, en créant des synergies entre son portefeuille et une initiative financée par le gouvernement élaborant des projets PAN au niveau local par le biais d'une approche participative.

La plupart des dons d'assistance technique accordés par le FIDA dans la région POAN – liés à des projets de prêt spécifiques – sont en rapport avec la mise en œuvre de la CCD en ce qu'ils introduisent des techniques à faible apport d'intrants pour une meilleure conservation du sol et de l'eau, une plus grande intégration des cultures et de l'élevage, et des systèmes d'exploitation respectueux de l'environnement. En collaboration avec le Mécanisme mondial, le FIDA a accordé, au titre du Programme de coopération élargie (FIDA/ONG), un don de 75 000 dollars EU à une initiative ONG/organisation de la société civile qui a encouragé la lutte contre la désertification et la gestion participative des ressources naturelles en Algérie, au Maroc et en Tunisie. Il a également accordé un don de 92 000 dollars EU dans la Péninsule arabique, pour un projet exécuté par le Centre international de recherche agricole dans les zones arides, consacré à la gestion durable des ressources naturelles et à l'amélioration des parcours et des systèmes de production irriguée grâce à une utilisation plus efficace de l'eau et des espèces végétales indigènes. Les systèmes nationaux de recherche agricole de l'Arabie saoudite, de Bahreïn, des Émirats arabes unis, du Koweït, d'Oman, du Qatar et du Yémen étaient parmi les partenaires dans le cadre de ce don.

Initiatives FIDA-FEM

Promotion des pratiques de gestion durable des terres, Jordanie (coût total de 39,6 millions de dollars EU, dont 6,8 millions de dollars EU provenant du FEM, 11,6 millions de dollars EU du FIDA et 21,2 millions de dollars EU d'autres sources de cofinancement).

L'objectif d'ensemble de la Phase II du *Projet de gestion des ressources agricoles* financé par le FIDA était d'accroître la sécurité alimentaire et le niveau des revenus des ménages ne disposant que de faibles ressources, en mettant en œuvre un programme intégré prévoyant des mesures de conservation des sols et de l'eau et un programme de crédit visant à offrir aux femmes des sources de revenu de substitution. L'initiative du FEM sert de complément aux activités de base en cours ou prévues dans le cadre du projet exécuté par le FIDA dans les gouvernorats de Karak, Maan et Tafila. Le but recherché est d'atténuer les causes de la dégradation des terres et ses effets sur la structure et l'intégrité fonctionnelle des écosystèmes. Il sera atteint par le biais d'une politique porteuse et d'un cadre d'incitation favorisant l'intégration, dans le cadre de la planification nationale, de l'aménagement

foncier et d'une gestion durable des terres. Le projet appuiera des activités de suivi de la dégradation des terres, tant au niveau national qu'au niveau local, afin de permettre au gouvernement d'évaluer l'efficacité des mesures d'atténuation de cette dégradation du point de vue des avantages globaux, et d'établir un inventaire d'indicateurs pratiques et d'un bon rapport coût-efficacité au niveau du projet.

Lutte participative contre la désertification et réduction de la pauvreté dans les régions de hauts plateaux arides et semi-arides du Maroc oriental (coût total de 15,4 millions de dollars EU, dont 6,0 millions de dollars EU provenant du FEM, 6,4 millions de dollars EU du FIDA et 3,0 millions de dollars EU d'autres sources de cofinancement).

Cette proposition du FEM a été formulée conjointement par le FIDA et l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel. Le projet encouragera la lutte contre la désertification grâce à la régénération naturelle des ressources pastorales, obtenue par un recours aux rotations et à la mise en défens des pâturages pour la production de semences indigènes. Le projet donnera aux associations d'éleveurs une capacité accrue de gestion des terres communes, et établira, en termes de politiques et de réglementation, un environnement porteur rendant plus facile la résolution des conflits concernant l'utilisation des terres, à l'échelle de la commune.

Appui à la gestion durable des terres dans le gouvernorat de Siliana, Tunisie (coût total de 29,0 millions de dollars EU, dont un don de 5,4 millions de dollars EU provenant du FEM, 12,0 millions de dollars EU du FIDA et 11,6 millions de dollars EU d'autres sources de cofinancement).

Cette intervention du FEM servira de complément à la seconde phase du projet FIDA «*Projet intégré de développement agricole dans le gouvernorat de Siliana*» en cherchant à intégrer les stratégies de gestion durable des terres dans les priorités nationales et locales de développement. Ce but sera atteint par: i) une coordination intersectorielle – verticalement entre les parties prenantes aux niveaux national et régional et horizontalement entre parties prenantes au niveau local; et ii) un environnement institutionnel porteur. Le projet servira de modèle en vue de la reproduction des principes et des outils de conservation des terres et de l'eau dans le cadre d'autres projets intégrés de développement agricole en Tunisie. On attend du projet des avantages complémentaires, et notamment la conservation de la biodiversité rendue possible par la protection de l'intégrité et de la fonction de l'écosystème, et l'atténuation du changement climatique grâce à l'augmentation du couvert forestier et de la couverture végétale.

Personne à contacter

Khalida Bouzar

Coordonnateur FEM

Tel: +39 06 54592151

Fax: +39 06 54593459

E-mail: k.bouzar@ifad.org

Bureau d'ordre FIDA-FEM:

gfgregistry@ifad.org

FIDA

Via del Serafico, 107

00142 Rome, Italie

Tél.: +39 0654591

Télécopie: +39 065043463

Courriel: ifad@ifad.org

www.ifad.org

Avantage comparatif des projets FIDA-FEM

Institution spécialisée des Nations Unies vouée à l'éradication de la pauvreté rurale dans les pays en développement, le FIDA œuvre avec les communautés paupérisées dans quelques unes des zones les plus isolées et, sur le plan écologique, les plus fragiles du monde, en vue de promouvoir des pratiques durables de gestion de l'eau et de la terre qui contribuent à la protection de l'environnement. Avec un total de prêts et de dons proche de 9,0 milliards de USD depuis 1978, les programmes et projets du FIDA ont permis à près de 300 millions de ruraux pauvres d'améliorer leurs moyens d'existence.

En sa qualité d'agence d'exécution du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), avec ses compétences reconnues en matière de développement rural durable, le FIDA a constitué un portefeuille diversifié de projets FEM couvrant un large éventail d'activités dans les domaines de la gestion durable des terres, de la biodiversité et du changement climatique. Il s'agit, entre autres, de l'intégration de la biodiversité dans les paysages productifs, de la gestion intégrée des écosystèmes, de l'augmentation de la fixation et l'adaptation au changement climatique. Le FIDA s'attache également à intégrer les principales conventions concernant l'environnement et à combler le fossé entre les objectifs du développement local et les préoccupations relatives à l'environnement mondial.

Agissant à l'appui des efforts internationaux, le FIDA traduit les programmes locaux de gestion durable des ressources naturelles en avantages pour l'environnement mondial grâce à ses partenariats au niveau des organisations communautaires de base et intègre les préoccupations relatives à l'environnement mondial dans les plans nationaux et sectoriels de développement durable.

Les opérations du FIDA ont pour cadre directeur les exposés des options et stratégies d'intervention par pays (COSOP), instruments d'orientation stratégique pour la définition des choix et des possibilités permettant aux investissements du FIDA d'avoir un impact positif sur la pauvreté. Chaque COSOP définit un cadre stratégique à moyen terme pour les opérations du FIDA dans un pays, et constitue un outil efficace pour la détermination des possibilités d'investissements FIDA-FEM privilégiant l'impact.

Par ailleurs, grâce à son système d'allocation fondé sur la performance, le FIDA est bien placé pour assurer la prévisibilité en matière d'allocation et d'harmonisation des ressources dans le contexte du dispositif d'allocation des ressources du FEM.

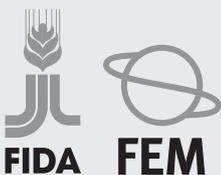
Dans le cadre de leur partenariat, le FIDA et le FEM se sont engagés à renforcer l'impact d'ensemble de leur portefeuille conjoint de projets en mettant en place un système nouvellement renforcé d'assurance-qualité. Ce système tirera parti des solides capacités

techniques du FIDA, tout en mobilisant les compétences complémentaires d'autres institutions financières internationales.

Le FIDA apporte une valeur ajoutée à la famille FEM grâce à l'approche souple de ses programmes, au cadre de prêts à long terme et au cofinancement, qui contribuent de manière décisive à donner au FEM la possibilité d'intervenir dans les écosystèmes 'marginiaux' d'importance mondiale. En outre, le FIDA contribue au FEM par le biais de ses partenariats divers et novateurs, avec notamment l'accès aux fonds mis à disposition par d'autres organismes de cofinancement – comme l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, la Banque islamique de développement, l'Union européenne, le Fonds arabe pour le développement économique et social, la Banque ouest-africaine de développement, et le KfW (institut allemand de coopération au développement) – qui viennent s'ajouter à ceux des donateurs bilatéraux, des gouvernements nationaux, des ONG, de la société civile et, plus important encore, des ruraux pauvres eux-mêmes. Ces investissements et ces flux de ressources jouent un rôle catalyseur et ont un fort effet multiplicateur sur les investissements du FIDA comme sur ceux du FEM. Pour chaque dollar provenant du FEM, le FIDA mobilise en moyenne 5,26 dollars EU. À l'heure actuelle, le financement du FEM, d'environ 36 millions de dollars EU, a permis de mobiliser un cofinancement total d'environ 191,0 millions de dollars EU.

Le FIDA est aussi résolument engagé en faveur de l'introduction d'innovations à l'intention des ruraux pauvres, en enrichissant le savoir-faire indigène grâce au transfert de techniques et d'approches nouvelles pouvant être adaptées aux besoins locaux. Le renforcement de ces activités passe par une solide gestion des savoirs et une diffusion des meilleures pratiques afin d'en accroître l'impact.

Du point de vue opérationnel, et afin de garantir la transparence et l'exactitude des données, le FIDA respecte les normes comptables les plus strictes, conformément aux meilleures pratiques internationales. Le FIDA est l'une des rares institutions des Nations Unies à appliquer les normes comptables internationales (IFRS), parallèlement à un audit annuel externe et à des investigations spéciales dans le cadre de la vérification interne.



Personne à contacter

Khalida Bouzar

Coordonnateur FEM

Tel: +39 06 54592151

Fax: +39 06 54593459

E-mail: k.bouzar@ifad.org

Bureau d'ordre FIDA-FEM:

gefregistry@ifad.org

FIDA

Via del Serafico, 107

00142 Rome, Italie

Tél.: +39 0654591

Télécopie: +39 065043463

Courriel: ifad@ifad.org

www.ifad.org